

Le réveil du commerce aux Etats-Unis a eu un effet marqué sur plusieurs de nos industries, les débarrassant de la compétition, des excédents de marchandises venant de ce marché.

Les fabriques de lainages font mieux tandis que dans l'industrie des cotons l'année a été exceptionnellement bonne.

Des anciennes manufactures ont été en complète opération tout le temps et grand nombre de fabricants cherchent à s'établir dans le Canada, au centre, et dans les parties riches de l'ouest.

Le commerce de gros a joui d'une année prospère partout. Les commerces d'épicerie, nouveautés, vêtements, chaussures, ont fait des affaires extraordinaires avec de bons résultats. Les comptes ont été payés fidèlement et les mauvaises dettes ont été comparativement rares.

Le transport par terre et par mer, avec les travaux mécaniques qui en résultent, a été la cause de l'augmentation considérable des populations des villes.

Les chemins de fer ont fait des recettes phénoménales de beaucoup dépassées par les déboursés extraordinaires faites pour la construction de nouvelles voies, l'amélioration des anciennes, la pose des voies doubles, pour les terminus et l'outillage pour répondre au trafic toujours croissant.

Par suite des dépenses sages faites par le gouvernement de la Puissance, les facilités pour l'exportation ont subi une forte amélioration par le creusage, la construction d'élevateurs et de jetées dans plusieurs ports importants sur l'Atlantique et le Pacifique et des Grands Lacs.

Les principales villes du Nord-Ouest et de la Colombie-Anglaise se sont merveilleusement développées sous le rapport de l'étendue, de la population et de l'activité commerciale. Ce même développement phénoménal s'est manifesté aussi dans plusieurs villes de l'Est, surtout à Montréal et Toronto. Plusieurs petites villes de l'Ouest ont peut-être fait montre de trop d'ambition en s'assurant les utilités publiques et en activant les travaux qu'on aurait pu répartir dans un espace de temps prolongé, mais après tout, elles ne font qu'anticiper sur les besoins futurs. Le bon marché comparatif de l'argent et la facilité avec laquelle on peut placer en Angleterre les garanties municipales ont induit en erreur quelques emprunteurs qui ont refusé d'accepter les prix offerts plus de bonne heure durant la saison et il est à craindre qu'ils ne soient dans l'obligation d'accepter des taux d'intérêt plus élevés sur les transactions futures.

Les prêts et placements industriels sont en dehors de notre sphère mais je profite de l'occasion pour dire qu'il est regrettable que quelques-uns de ceux-ci offerts sur le marché de Londres aient été d'un caractère discutable, peu solides ou fortement spéculatifs et destinés à nuire au crédit canadien, tandis que d'autres, dont la grande majorité, sont tout à la fois solides et de perspectives brillantes, offrant au capitaliste l'occasion de profiter de la prospérité du pays.

Je crains qu'il ne soit inutile de demander à certains promoteurs d'être plus prudents au sujet des garanties qu'ils offrent, mais ceux qui ont l'intention de placer des capitaux doivent être plus judicieux.

Avec les rapides développements du pays et l'engagement du gouvernement par garanties ou autrement pour dépenses libérales, la construction de chemins de fer, l'amélioration de ports et autres travaux d'un genre national, le Canada doit nécessairement emprunter beaucoup d'argent. Mais avec une population de près de 8,000,000 de gens, vigoureux, intelligents et pleins de ressources, avec d'immenses richesses en forêts vierges, mines, pêcheries et une grande superficie de terrains fertiles inoccupés, le Canada peut, mieux que la plupart des autres pays, hypothéquer son avenir, sans que son crédit, sur les marchés monétaires du monde en soit diminué.

Le Canada est bien en état de recevoir et d'utiliser les immigrants qui lui arrivent chaque saison. Les journaliers et les artisans sont bienvenus, et le fermier, avec ou sans capitaux, y trouveront leur avantage. Nous avons d'excellentes banques prospères, offrant toutes les facilités voulues aux fermiers et ouvriers des villes et villages, et comme preuve de la prospérité du pays, les dépôts de ces banques se sont élevés, en dix ans, de 350 millions à plus de 1,000 millions de dollars.

Notre système de transport, par terre et par eau, est presque complet et, cependant, nous nous efforçons encore, si possible, de le rendre plus parfait.

Le prix des terrains agricoles est encore modique, mais la spéculation sur les lots suburbains, est certainement exagérée. Pour ce qui est du mouvement immobilier dans les villes, la chose s'explique plus facilement, la hausse des prix étant due à l'augmentation de la population et à la concurrence acharnée que l'on se fait pour obtenir des propriétés de choix pour fins commerciales.

A New-York et autres endroits des Etats-Unis, où la banque est représentée, les affaires sont dans un état normal et sûr.

Au Mexique, tout indique que les affaires reprennent leur cours habituel.

Les excellents revenus des gouvernements provinciaux et fédéral indiquent une saison très prospère.

Les exportations pour les douze mois terminés le 30 septembre 1912 s'élèvent à \$351,952,292, une augmentation de \$49,601,798 sur la période correspondante de l'an dernier.

Les importations pour la même période se sont élevées à \$616,842,090, une augmentation de \$120,004,619, donnant un revenu de droits de douane de \$102,695,974, soit une augmentation de \$23,903,849.

L'ancien Vice-Président.

Pour ce qui est de la mort récente tant regrettée de Sir Edmond Clouston, je ne puis passer sous silence qu'à la dernière assemblée annuelle, il annonça son retrait de la participation active de la direction de la Banque. Il a débuté comme garçon, et finalement il a occupé durant vingt-et-un ans la position de fonctionnaire exécutif en chef. Les directeurs et le personnel regrettent vivement sa perte.

Le Gérant-Général.

Le gérant-général, M. H.-V. Meredith, s'exprime ainsi :

Après ce qu'a dit le président, il me reste très peu à dire, si ce n'est que de vous parler du bilan de l'année, et de faire quelques remarques quant aux questions financières de la banque dont on n'a pas parlé.

Depuis notre dernière assemblée annuelle, le bureau de direction du trésor du Dominion a permis de porter le capital autorisé de la banque de \$16,000,000 à \$25,000,000, ce qui permet une plus grande émission d'actions de temps en temps. Parlant du rapport en général, vous remarquerez que le capital-actions a augmenté durant l'année de \$14,887,570 à \$16,000,000, et la réserve de \$15,000,000 à \$16,000,000. Des profits nets, des transports de \$1,000,000 ont été faits au compte de réserve et au compte de contingence respectivement et une balance de \$802,000 est transportée au compte de profits et pertes, tel que compare à \$1,855,000 l'an dernier. Un boni de 1% a été payé aux actionnaires le 1er juin et le 1er décembre, en plus des dividendes trimestriels de 2½%. Les dépôts ne portant pas intérêt accusent une diminution. Sans cela, nous pourrions accuser un gain sur ces dépôts de \$2,000,000. Les dépôts portant intérêt accusent une augmentation de \$6,400,000. Une partie de cette augmentation est d'un genre temporaire, mais il nous fait plaisir de constater que les dépôts d'épargne ordinaires ont augmenté d'une façon très satisfaisante, malgré les retraits d'argent qui ont été faits pour des placements ou autres transactions.

Quant à l'actif, vous remarquerez que les prêts et escomptes courants au Canada et ailleurs et autres actifs, sont de \$2,200,000 de moins. Cette diminution ne représente pas une diminution dans nos prêts courants au Canada, qui sont en réalité \$1,600,000 plus considérables qu'il y a un an, mais une réduction dans nos prêts ailleurs. Des placements dans les chemins de fer et autres obligations sont \$1,600,000 moindres, et les balances dues par les agences de cette banque et autres banques accusent une réduction nette de \$3,800,000. L'augmentation de nos prêts à demandes dans la Grande-Bretagne et les Etats-Unis est due aux nombreux changements énumérés plus haut.

Je crois que vous conviendrez avec moi que ce rapport est bon, mais il est bon que la Banque de Montréal soit toujours en état non seulement de répondre à toutes les demandes légitimes, mais en même temps pouvoir répondre aux éventualités qui pourraient promouvoir le bien-être du pays.

Vous remarquerez que, suivant la pratique des banques anglaises et des colonies, nous avons montré, au bas du rapport, le passif contingent de la Banque et les sécurités qu'elle détient. Cet item n'a jamais été publié dans notre rapport annuel.

Les affaires en général ont été très actives au Canada durant l'année dernière. Les récoltes ont été bonnes, malgré une saison pluvieuse, et les manufactures ont toujours marché. Les affaires sont bons, et la main-d'œuvre en certains endroits, est difficile à obtenir, si non impossible. Comme l'immigration augmente toujours, l'agriculture se pratique sur une plus grande échelle et les ressources naturelles se développent plus rapidement, de sorte qu'on peut avoir grande confiance en l'avenir de notre pays.

Vu ce développement rapide et toujours croissant, nous devrions, pendant plusieurs années, emprunter des Iles Britanniques et des autres pays étrangers. Actuellement il est certain qu'en quelques quartiers éloignés on s'imaginerait que les Canadiens débentent trop libéralement et empruntent des sommes qui, plus tard pourraient leur susciter des embarras. A ce sujet-là, on cite les conditions de notre commerce, nos soi-disant "booms" immobiliers, etc. Bien que je ne partage pas ces idées pessimistes, il n'y a pas de doute que si nous voulons maintenir la préférence dont les valeurs canadiennes jouissent depuis si longtemps, il faut être plus prudents que dans le passé, et il est clair que tout mouvement mal dirigé de notre part, toute spéculation indue où